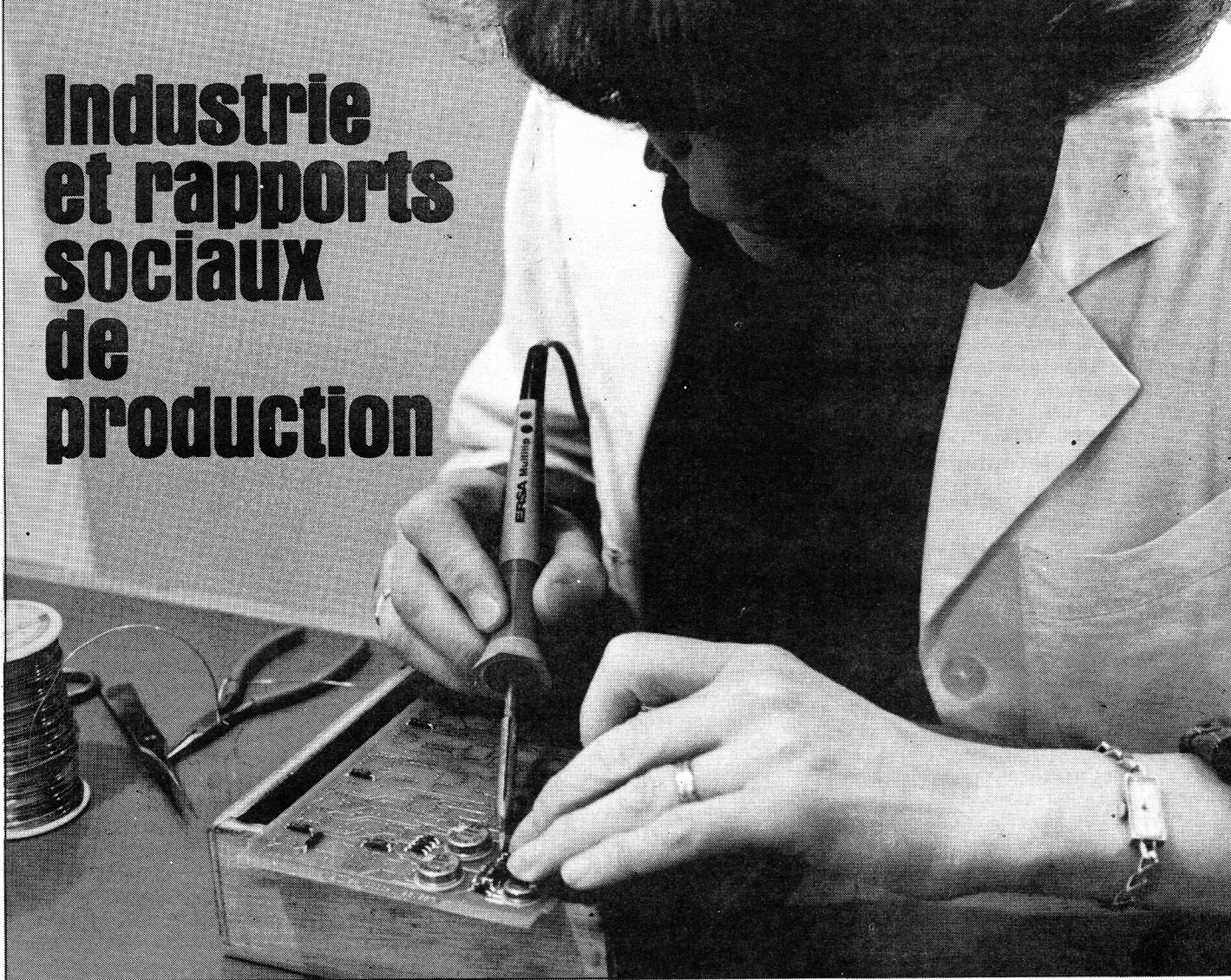


# Industrie et rapports sociaux de production



*La France va perdre la bataille du magnétoscope, l'électronique partout demain comme l'électricité, la productique va nous sortir de la crise ! L'équipe au pouvoir fait de la technologie son fétiche. Terminal a rencontré Alain Lipietz, économiste chercheur au CEPREMAP, auteur du livre « Crise et inflation, pourquoi ? » (Maspéro), pour faire le point sur deux années de « politique industrielle » socialiste. Il nous dit que l'industrie et la technologie ne sont pas aussi technique qu'on aurait pu l'imaginer...*

## D'où vient l'idée de politique industrielle ?

De la guerre de Corée jusqu'à la crise des années soixante-dix, on a connu un régime d'accumulation stable où il suffisait à chaque capitaliste de suivre le modèle. Aujourd'hui plus personne ne sait comment résoudre les contradictions du capitalisme — ce qui ne veut pas dire qu'il va s'effondrer — il faut trouver à la fois de nouvelles branches à développer, de nouveaux produits et de nouvelles formes de réglage du rapport salarial : partage entre salaire direct et salaire indirect, couplage entre salaire et productivité, entre gain de productivité et baisse du temps de travail ; tout ce qui permet à la production et à la consommation de se développer de façon équilibrée. Tout cela n'est pas évident du tout.

## Dans toutes les périodes de crise

Dans ce type de situation les libres forces du marché ne suffisent plus, il faut

qu'interviennent de façon dominante, les institutions collectives, organisées par l'Etat, pour trouver et définir un nouveau modèle de développement. Dans toute les périodes de crise on a eu besoin de l'Etat pour la sélection des branches prioritaires, et l'établissement de nouveaux compromis entre les classes sociales, permettant d'adapter production, consommation et investissement. Après 1848, qui marqua l'établissement définitif du capitalisme en France, il y a eu Napoléon III avec l'intervention dans le développement de nouvelles branches, comme le chemin de fer. Au Japon, on connaît le rôle du MITI et aux USA, il suffit de prendre l'exemple du budget de l'armée du futur : les 100 milliards de dollars annoncés par Reagan.

S'ajoutent des raisons particulières à la France, quelle que soit l'idéologie du gouvernement, lorsqu'il s'agit de savoir « quoi faire ? » en période de crise, l'intel-

lectuel collectif de la classe bourgeoise c'est l'Etat. La bourgeoisie française a toujours eu peur, lorsqu'elle développe l'industrie de développer la classe ouvrière en même temps. Depuis la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République l'Etat a pris en main le développement capitaliste français contre une bourgeoisie privée industrielle et financière timorée. L'arrivée de la gauche au pouvoir marque le retour de cette tradition qui avait été relativisée sous Giscard.

## Un meccano industriel

### Quel rôle jouent les Nationalisations dans cette perspective ?

D'abord les nationalisations sont tombées à pic, l'essentiel des entreprises nationalisées auraient eu besoin d'énormes dotations financières venant de l'Etat. Tant qu'on ne sait pas comment sortir du capitalisme, il faut boucher les trous, il faut que les entreprises continuent à vivre pour jouer leur rôle social de producteur et d'employeur. Si c'est l'Etat qui paye, il est psychologiquement avantageux de nationaliser.

Le deuxième aspect de la nationalisation c'est le « meccano industriel », la restructuration organisée par l'administration. L'ennui, c'est que l'expérience montre que (dans un cadre où on ne l'utilise pas pour transformer les rapports sociaux)

pour qu'une nationalisation marche, il faut que les dirigeants d'entreprises nationalisées se comportent en vrai managers capitalistes. C'est ce qui a obligé l'administration à négocier avec eux les restructurations. La chute de Jean-Pierre Chevènement marque cette contradiction. Au ministère de l'Industrie, certains n'avaient pas compris cette situation particulière qui oppose le ministère à des gens au moins aussi puissants que lui : **les grands managers du capitalisme d'Etat**.

## Changer, sans changer la gestion capitaliste

**Deux ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, quels sont les résultats de la politique industrielle des socialistes ?**

Ils sont pour l'instant très minces d'abord parce que la nationalisation est récente, ensuite parce qu'elle n'a guère été radicale. La gauche n'avait pas de politique industrielle, mais deux principes, **les filières**, et la **reconquête du marché intérieur**. Elle n'avait pas de dossiers précis, elle est arrivée au pouvoir en amateur, pour réaliser des nationalisations qu'elle a du mal à faire. Ensuite, l'Etat ne voulait pas définir une politique industrielle avant d'avoir nationalisé, avant d'être dans les entreprises, pour ne pas se substituer aux directions des entreprises dans la définition de cette politique. Le gouvernement a recruté alors des technocrates modernistes pour appliquer des techniques de gestion capitaliste, construire des filières, développer le marché intérieur. Mais il est absurde de prétendre changer une orientation de politique industrielle, en ne changeant que quelques hommes et quelques objectifs, en ne touchant pas aux critères, ou aux relations sociales du travail. Si on ne change pas ces critères, la politique à laquelle mène la gestion de ces entreprises n'a pas de raison d'être modifiée.

## Des cathédrales dans un désert

**Qu'est-ce qu'un gouvernement de gauche aurait dû faire ?**

Le capitalisme français est mal placé dans la crise pour des raisons de relations sociales intra-industrielles : relation capital/salariat dans les entreprises, relations entre les grandes et les petites entreprises. Le capitalisme français s'est développé en jouant à fond sur la surexploitation d'un réservoir de main-d'œuvre constitué par la paysannerie ou par les travailleurs immigrés liés au passé colonial de la France, d'où un certain type de structures industrielles fondées sur les basses qualifications, la valorisation de la hiérarchie, etc. Deuxièmement, les grandes entreprises ont traité leurs fournisseurs comme des sous-traitants à pressurer et ont ainsi écrasé la possibilité du développement de grands fournisseurs spécialisés du genre de Bosch en Allemagne.

En 1974, l'industrie française était constituée de quelques grandes cathédrales ensembles, dans un désert de petites entreprises, la tête tout juste hors de l'eau, faisant peu de recherche et s'appuyant sur une classe ouvrière largement sous-qualifiée.

Une politique industrielle social-démocrate ou même bourgeoise intelligente aurait été la requalification massive du salariat et la reconstitution du rapport entre les grandes entreprises et les petites. C'est ce que font d'une certaine façon l'Allemagne et l'Italie.

## Culte de la technique ou culture technique ?

**Il semble y avoir prise de conscience de la nécessité de la formation professionnelle ?**

Oui, mais le phénomène est contradictoire, car si pour la première fois il y a eu, et cela dès le début, un ministère de la Formation Professionnelle, il s'agit en même temps d'un ministère croupion qui applique une législation inadaptée. Les technocrates productivistes et industrialistes mis en place par la gauche sont fascinés par la technologie (électronique, biotechnologie) ils ne voient pas la question en terme de transformation des rapports sociaux. Il faut souligner la mythologie de la technique qui imprègne la pensée de l'équipe au pouvoir. Elle a le culte de la technique, mais elle n'a pas de culture technique, elle n'a aucune idée de ce qu'est un tissu industriel, du continuum des savoir-faire. Si elle avait une vraie pensée technologique, elle verrait qu'il s'agit de rapports sociaux, qu'il y a des gens et des savoir-faire derrière les techniques.

## Derrière le robot, l'ouvrier

On a parlé d'abord des puces électroniques, puis on s'est aperçu qu'il fallait aussi de la mécanique pour faire un robot

Laurent Fabius



et cela a donné la productique. Bientôt, on s'apercevra que derrière le robot, il y a un ouvrier, mais ce sera peut-être un peu tard. Cependant, le fait que les ouvriers se manifestent, qu'il ne soit plus possible de faire marcher les usines automobiles peut accélérer la découverte de l'ouvrier derrière le robot par la gauche. Le débat qui a lieu actuellement sur le terrain à Renault et à Peugeot notamment, sur le couplage entre requalification — formation professionnelle — transformation des normes de salaire — profil de carrière, était totalement absent des journées sur la politique industrielle organisées par J.P. Chevènement au mois de novembre dernier. La réalité de la lutte des classes amènera peut-être le gouvernement à changer sa vision de la politique industrielle.

## Vers un certain protectionnisme

**Et l'autre versant de la politique industrielle, la question de la compétitivité et de la balance des échanges extérieurs ?**

La question est compliquée et demande beaucoup de cohérence. L'investissement et les biens d'équipement sont trois fois plus dépendant des importations que de la consommation populaire. L'idée qu'il faut s'équiper français va à l'encontre de l'écrasante majorité des décideurs. L'affaire de la génératrice de la RATP est très significative. On a protesté parce que la génératrice française coûtait 7 % plus cher. 7 % c'est dérisoire si c'est le prix à payer pour conserver un tissu d'entreprises fournisseuses qualifiées autour de soi. C'est parce que l'Allemagne a pratiqué ce type de politique depuis 30 ans qu'aujourd'hui elle a un tissu d'entreprises moyennes, compétitives, ayant une technicité et faisant de la recherche. Compte tenu du retard pris, reconstituer un réseau de PME compétitives et performantes suppose aujourd'hui certaines mesures protectionnistes.

## Reconstruire des filières productives

**Jusqu'où aller dans le protectionnisme ?**

L'idée de ne plus pressurer les sous-traitants pour avoir une chaîne productive complète, sur laquelle on peut compter, passer des contrats de programmation et de recherche technologique, n'est pas encore admise par de nombreux responsables d'entreprises nationalisées. Le rapport grande entreprise / sous-traitant implique un certain rapport dans le processus de travail, pour une mise au point collective entre technicien, ouvrier et chercheur de l'entreprise sous-traitante, de la machine la plus adaptée.

Une politique de choix du fournisseur le plus près possible, de façon à laisser se développer une culture technicienne, suppose qu'on laisse se développer des entreprises locales et que l'Etat prenne des mesures protectionnistes notamment pour les biens d'équipements. Le protectionnisme, un certain protectionnisme,





c'est d'abord le moyen de reconstruire les filières productives. Les biens d'équipements, c'est ce qui incorpore l'état des rapports sociaux. Transformer les rapports sociaux dans la production c'est nécessairement transformer les conditions de production des biens de production. Penser que les travailleurs doivent se réapproprier le procès de production n'a strictement aucun sens, s'il s'agit de machines qu'on achète à l'extérieur.

### Protectionnisme : un goulag mou ?

**Ce débat rejoint celui de l'informatique : comment espérer démocratiser et contrôler les outils informatiques si leur production est à l'extérieur ? Et pose la question de l'ouverture au marché mondial.**

Si on subventionne la tonne de charbon français pourquoi ne pas subventionner, à qualité équivalente les biens d'équipements ? S'il n'y a pas de produit équivalent, il faudra importer et prendre les moyens pour qu'une entreprise en France développe le même type d'équipement.

Actuellement, on emploie, Edmond Maire en particulier, contre le protectionnisme prôné par ceux qui voulaient reconquérir le marché intérieur des biens d'équipement, des arguments moralistes. Comme si on allait enfermer la France dans une sorte de Goulag. Mais c'est le contraire qui s'est produit : la France est restée dans le SME et pour que les industriels puissent continuer à importer librement des biens d'équipement, des ordinateurs américains, des machines allemandes ou japonaises, on a restreint la liberté de circulation des personnes.

### Ne pas opposer production et consommation

**On oppose souvent politique industrielle et son coût social. Le prélèvement sur la population s'accroît, mais on ne voit pas comment va s'opérer la réindustrialisation ?**

Le débat est biaisé, par la façon d'opposer les catégories de la comptabilité nationale « entreprises » et « ménages ». La réalité c'est qu'il y a des classes sociales, des salariés et des non salariés, des entreprises nationalisées et des entreprises privées.

Il faut aider les entreprises, y compris au détriment des ménages, cela dépend de quelles entreprises et de quels ménages. Dès l'instant que l'on se met dans l'alternative entreprise/ménage, on oppose les intérêts de la production à ceux de la consommation. Si on se place dans une optique de classes : les classes qui sont productives et celles qui ne le sont pas, on voit qu'une politique favorable à l'industrie est une politique favorable à l'emploi et finalement une politique favorable au revenu des travailleurs. En revanche le maintien des privilèges fiscaux et des privilèges incroyables en matière de cotisations sociales au bénéfice des classes vivant en parasite sur le dos du secteur productif est à l'origine des difficultés de l'industrie française et des salariés français. Comme le montre l'enquête du CRC les commerçants, certaines professions libérales, les services, les loyers, etc. déjà dénoncés dans le rapport Rueff-Armand à la fin des années cinquante sont les grands vainqueurs de l'expérience Mitterrand. Tout dépend aussi du type d'entreprise dont on parle ; entreprise industrielle nationalisées, entreprise de service parasitaire ou encore l'entrepreneur créatif passant des contrats avec les entreprises nationalisées et s'entourant d'ouvriers professionnels qualifiés.

### L'important c'est la machine-outil

Il ne s'agit pas de reconstruire n'importe quelle industrie. Le magnétoscope n'est pas décisif. Ce qui est important ce sont les machines-outils, les robots, l'informatique, etc. C'est-à-dire tout ce qui crée les normes de production. Ce qui est

décisif c'est de construire les appareils qui permettent si on le juge intéressant de construire le magnétoscope. Ce qui est en cause c'est la souplesse de l'appareil productif qui doit être capable de sortir rapidement n'importe quel produit de consommation. Cela demande des transferts de financement considérable vers les entreprises et donc une ponction sur le revenu de certains ménages.

### Où trouver l'argent ?

**En terme de rapport entre les classes où allait le gouvernement Mauroy II ?**

Il n'a pas eu vraiment de « politique pour l'industrie », un certain nombre d'idées ont été développées, mais le problème restait entier : il faut trouver l'argent. La question de savoir « comment on finance l'industrie ? », « sur quelles classes sociales on prélève l'argent ? », « comment on dirige l'épargne ? » reste posée, car aucune des grandes réformes annoncées pour le septennat : création d'une banque d'investissement, réforme de la fiscalité, n'a commencé à être étudiée sérieusement. On a nationalisé les banques et le gouvernement ne sait toujours pas quoi faire de cette nationalisation. La réforme de la fiscalité, prélèvements sociaux compris, n'est pas un problème technique mais un problème d'alliance de classe. La question des allocations familiales est un bon exemple : au lieu des entreprises et des salariés, ce sont toutes les classes sociales qui devraient les payer, en raison de leurs revenus et non de leur statut.

### Modifier les équilibres et les droits acquis

**Mais tout cela n'a rien d'explosif ?**

Si justement, les questions portant sur la fiscalité, sur la réforme foncière sont les plus explosives. En France, on ne fait de réformes, que dans le cadre de grandes poussées sociales. Dans ces situations, après l'affaire Dreyfus, après 36, après 45, on peut se payer de nouveaux compromis institutionnels comme la formation de la République, la fondation de l'école laïque, la création de la sécurité sociale.

Un nouveau compromis exige une transformation du rapport de force entre les classes. La retraite à 60 ans est encore un bon exemple, les cadres ce sont crispés sur leurs droits acquis, par année de retraite, alors qu'il existe un écart de durée de vie de 10 ans entre les classes sociales. Cela montre la difficulté qu'il y a à transformer des questions comme la fiscalité. C'est-à-dire à modifier les équilibres et les droits acquis. Or, si on ne modifie pas radicalement les équilibres et les droits, il n'y aura pas de progrès social, mais il n'y aura pas non plus de reconstitution de l'industrie française ■

**Propos recueillis par  
Eric BRAINE et Jacques VETOIS  
29 mars 1983**



# La valse

à

## trois temps

*L'élection de François Mitterrand devait normalement entraîner une révision profonde du projet informatique de la France compte tenu de l'opposition de la gauche aux politiques antérieures. A la veille du 10 mai 1981, les socialistes subordonnent leurs réflexions sur le devenir de l'industrie informatique française à un double refus, écho de leur hostilité à la politique de redéploiement industriel pratiqué sous le septennat qui s'achève ; il s'agit de refuser à la fois l'insertion dominée de la France dans la Division Internationale du Travail et la sortie capitaliste de la crise sous la bannière de l'informatique.*

**Q**UE ce soit dans le document de synthèse (1) publié après le colloque « Socialisme et informatique » de septembre 1980 ou dans le texte du bureau exécutif (2) en date du 11 février 1981, la liaison entre politique industrielle de l'informatique et forme d'informatisation de la société est clairement établie « on ne peut séparer politique globale de l'informatisation de la communication d'une part et politique industrielle de l'électronique d'autre part ». Dans le contexte français de 1981, cela signifie refuser à la fois informatique américaine et informatisation à l'américaine.

### Nationalisation et filière

Contre l'insertion dominée de la France dans la DIT, deux types d'actions sont proposées. Défensivement, il faut nationaliser l'industrie informatique française pour casser le monopole des multinationales et de leurs filiales sur le marché français « l'ambition extrême qui doit être la nôtre si nous voulons éviter d'être balayés par les grandes sociétés multinationales... nous conduit à proposer les nationalisations des grands groupes concernés... ».

Offensivement, les pouvoirs publics doivent rompre avec la politique des créneaux

pour promouvoir la filière électronique dont l'informatique est le maillon le plus important ; notons toutefois que si certains économistes socialistes (3) ont à l'époque défini la notion de filière, celle-ci reste encore très floue pour l'organe dirigeant du PS (4).

Contre la sortie capitaliste de la crise par l'informatique, ce sont les thèses de Jacques Attali qui sont reprises (5). Loin de donner une plus grande liberté, il est à craindre que la société de demain dominée par l'informatique soit une société de solitude et d'aliénation. Seule la puissance publique peut avoir la capacité suffisante pour faire face à l'impérialisme des Etats-Unis qui seront le cœur du capitalisme d'auto-surveillance forme encore inconnue de totalitarisme où chaque individu apprendra à désirer les moyens de son propre contrôle et à acheter des substituts marchands à l'école, à l'hôpital et plus généralement, à la relation humaine. Ainsi, pour les rapporteurs de « Socialisme et Informatique », « les colloques de l'OCDE préparent l'introduction massive de l'informatique... Tout est prêt pour susciter de nouveaux besoins, pour mettre en place un nouveau contrôle social, pour accroître le profit des multinationales en leur garantissant la pérennité de l'ordre ancien » ; pour le bureau exécutif, « il faudra mettre en œuvre une politique industrielle spécifique conforme à l'intérêt général pour que les données et

contraintes économiques ne remettent pas en cause les choix politiques de base ».

Il ne s'agit plus de la place de la France dans la DIT, mais de la remise en cause de la DIT elle-même ; il ne s'agit plus seulement de matériel informatique français, mais de la forme et des limites physiquement souhaitable de l'informatisation de la société française. A ce niveau, les propositions ne sont pas à la hauteur de l'analyse critique de la société d'auto-surveillance, elles se limitent à une simple réorientation de l'instrument informatique dans une perspective autogestionnaire car « le développement de l'informatique par les Multinationales ne sera jamais au service des travailleurs ».

### 1<sup>er</sup> temps : les promesses du possible

La nouvelle politique de l'informatique va connaître de l'élection de François Mitterrand en mai 1981 au printemps 1982 une période transitoire. Epousant intellectuellement les promesses du temps de l'opposition, le jeune pouvoir hésite lorsqu'il s'agit de choisir entre les politiques possibles. Cette première période sera en effet marquée par une évolution prudente sur les deux fronts du refus socialiste : rupture graduée de l'industrie informatique française (7) avec les Multinationales et défiance vis-à-vis d'une informatisation de la société injectée comme remède à la crise. La rupture avec les Multinationales passe par la nationalisation en février 1982 des « grands » de l'électronique française CGE et Thomson et du nouveau venu dans le secteur de l'informatique Saint-Gobain actionnaire principal de CII-HB (53 %) et minoritaire de l'italien Olivetti (29 %). Matra et Dassault dont les activités dans l'informatique et l'électronique ne sont pas négligeables font parallèlement l'objet



d'une prise amiable de contrôle majoritaire par l'Etat. Le 21 avril 1982, le conseil des ministres approuve l'accord conclu entre CII-HB et son actionnaire américain Honeywell (HIS) ; celui-ci accepte de ramener sa participation au capital de 47 % à 20 % et de perdre ses principales prérogatives d'actionnaire privilégié.

La nationalisation de la quasi-totalité des groupes français de l'électronique et de l'informatique marque une volonté de rupture avec la politique antérieure de collaboration avec les Multinationales, mais cette rupture est graduée. Elle ne touche pas les filiales directes des Multinationales installées en France : « *Il ne semble pas possible d'étendre le contrôle, par les capitaux nationaux privés ou publics, de cette filière : la spécificité des filiales françaises de Philips, d'IBM et de Texas Instrument conduit plutôt à envisager des accords avec ces filiales étrangères* » (8). Or la puissance de ces filiales étrangères est telle que les nouvelles entreprises publiques ne représentent que 36 % du secteur informatique et 50 % du secteur électronique. De plus la période de transition a été très favorable aux filiales étrangères, ainsi depuis juillet 1981, le gouvernement a laissé IBM réaliser une percée commerciale dans les « nationalisables » asséchant les marchés de la grande informatique pour plusieurs années.

### Nationalisation inachevée de CII-HB

Autre atteinte à la volonté d'appropriation publique du secteur : la nationalisation de la CII-HB est incomplète ; en faisant passer le dossier CII-HB de la compétence du secrétariat d'Etat à l'extension du secteur public à celle du ministre de l'Industrie, le gouvernement a symboliquement privilégié l'aspect industriel du dossier par rapport à sa dimension politique. En conservant 20 % Honeywell reste un actionnaire non négligeable de la CII-HB et les contreparties de cet engagement sont forcément importantes ; c'est ainsi que par une lettre signée du ministre de l'Industrie, le gouvernement français s'est engagé à ce que la CII-HB continue à être gérée comme une société privée selon les critères de la rentabilité. La rupture technologique est elle-même très atténuée : le plan français de mini-informatique s'articulera autour du Mini Level 6 d'HIS.

Il n'y a donc pas à proprement parler de nationalisation de la CII-HB, celle-ci se transforme en société d'économie mixte soumise aux critères de gestion en vigueur dans le secteur privé (9).

### Saint-Gobain et l'affaire Logabax

Pendant cette période de transition et sans remettre en cause le principe de la filière, les pouvoirs publics hésitent à imposer leur propre stratégie face à celle de Saint-Gobain. Depuis plus de deux ans, le groupe nationalisable veut quitter ses productions traditionnelles (vitrages, isolation...) pour

dégager de nouveaux espaces de valorisation avec « la nouvelle informatique » annoncée par le rapport Nora-Minc (10) (mini, micro, bureautique, télématique...) en s'appuyant sur deux pôles, CII-HB pour l'informatique, Olivetti pour la bureautique. Dans la perspective de sa propre nationalisation, Saint-Gobain veut rendre irréversible son contrôle sur la filière électronique pour signifier au gouvernement qu'une nationalisation n'est tolérable que si elle a exclusivement le contenu d'une restructuration et d'un redéploiement capitalistes. La logique de sa coopération avec Olivetti conduit Saint-Gobain à envisager le démantèlement de CII-HB pierre angulaire de toute politique nationale de l'informatique depuis quinze ans. Face à la politique conglomerale et multinationale de Saint-Gobain, les pouvoirs publics hésitent à imposer la logique de la filière. Dès le début de l'été 1981, l'affaire Logabax va illustrer avec éclat cette passivité de l'Etat ; l'entreprise spécialisée dans la mini-informatique étant en faillite, le gouvernement va autoriser le rachat de celle-ci par Olivetti mis en avant par son actionnaire Saint-Gobain alors même qu'une solution alternative était proposée par l'état-major de CII-HB.

Si un certain nombre d'interrogations subsiste à la fin de cette première période quant à la volonté du gouvernement de remettre en cause la place dominée de la France dans la DIT, son attitude vis-à-vis de la finalité supposée de cette DIT, à savoir l'utilisation de l'informatique comme instrument d'une sortie capitaliste de la crise, est encore plus attentiste.

### Le Centre Mondial

L'option télématique, symbole de la consommation d'auto-surveillance, retenue sous le précédent septennat n'est pas véritablement remise en cause. Toutefois le développement de l'annuaire électronique et de Télétel est subordonné au résultat d'un débat national, la carte d'identité informatisée est supprimée, l'installation de micro-ordinateurs dans l'enseignement est gelée ; mais l'illustration spectaculaire de l'ambivalence

#### L'électronique du futur



de la position des pouvoirs publics vis-à-vis de l'informatisation sauvage de la société française est sans conteste la création du Centre Mondial de l'Informatique. Cet organisme original est chargé à la fois, de réfléchir sur les conséquences sociales et culturelles de l'informatisation des sociétés, et de mettre au point un ordinateur individuel ; le CMI doit donc contribuer au développement de l'informatisation de la société tout en réfléchissant à l'opportunité de celle-ci : deux démarches pouvant à terme se révéler contradictoires.

En réalité, l'état avancé de l'intégration de l'industrie informatique française dans la DIT et la faiblesse du contre-projet informatique élaboré dans l'opposition imposent aux pouvoirs publics un éventail réduit de politiques possibles. Les promesses de l'aube s'obscurcissent quelque peu...

### 2<sup>e</sup> temps : la définition du souhaitable

A partir du printemps 1982, les hésitations du nouveau pouvoir politique vont céder la place à un volontarisme de plus en plus affirmé. Celui-ci va s'articuler autour de deux axes : promotion d'une industrie française de l'électronique et de l'informatique, abandon de la réflexion sur une informatisation différente de la société française. La publication mars 1982 du rapport de synthèse de la Mission Filière Electronique, appelé aussi rapport « Farnoux », du nom de son président, va amorcer cette nouvelle démarche. La maîtrise politique de l'informatisation de la société, thèse dominante des socialistes dans l'opposition, fait place à des préoccupations beaucoup plus économiques : il s'agit de faire de la France le Troisième pays électronique, c'est-à-dire de la positionner idéalement dans le processus de sortie capitaliste de la crise, processus qui n'est plus remis en cause à court et moyen terme.

Cette thèse est celle exprimée depuis 1980 par deux membres de la Mission Filière Electronique, J.H. Lorenzi et O. Pastre (11). Pour ces auteurs il y a quatre raisons inter-

dépendantes à la crise : l'épuisement des gains de productivité, l'épuisement de la norme de consommation, la progression des dépenses publiques et le développement du travail improductif du tertiaire. Les pays capitalistes ne sortiront de la crise que lorsqu'ils auront mis en œuvre des formes nouvelles d'accumulation. Ces nouveaux lieux d'accumulation doivent permettre de faire apparaître des gains de productivité, une norme de consommation renouvelée, et de transformer une partie du travail improductif en travail productif. Le développement de la filière électronique (12) répond à cette exigence économique, « elle constitue une réponse au moins potentielle à la crise ». Elle permet de lutter contre la baisse des gains de productivité. Partout où l'électronique et l'informatique sont introduits, ces gains sont conséquents. Elle permet également de créer du travail productif dans le secteur tertiaire privé et public jusque là largement dominé par le travail improductif (télé informatique, domestique, SSCI, éducation, santé).

## Un nouveau lieu d'accumulation

Enfin, en permettant l'électronisation des biens de consommation traditionnels et l'apparition de nouveaux biens, le développement de la filière crée de nouveaux marchés renouvelant la norme de consommation. « L'électronique est bien l'un de ces nouveaux lieux d'accumulation à partir duquel notre futur se construit ». La dimension sociale de l'informatisation de la société n'est pas envisagée comme un élément essentiel mais comme une contrainte qu'il faut réduire par le compromis.

Cette thèse ne fait pas l'unanimité. Pour Alain Minc (13) par exemple, la révolution informatique ne génère pas une demande chez le consommateur final susceptible de se substituer aux besoins de consommation de l'après-guerre : les produits nouveaux issus de l'informatique sont soit des biens intermédiaires soit des biens peu coûteux attirés dans la spirale de la baisse des prix et incapables de faire redémarrer la consommation.

Quoiqu'il en soit les rédacteurs du rapport « Farnoux » insistent dès l'avant-propos sur « le rôle majeur que jouera l'électronique dans tout politique de sortie de la crise... Si la France veut préserver son indépendance, maîtriser les nouveaux outils de la consommation, sortir de la crise, elle doit, comme une condition sine qua non, s'assurer d'ici la fin de la décennie la maîtrise des secteurs clés de la filière électronique ». La stratégie de la filière est à la fois réaffirmée et définie. « La mission recommande aux pouvoirs publics de refuser une politique de créneaux, de construire une filière nationale complète et de lui donner les moyens d'une expression vigoureuse, source d'effets d'entraînement tant internes qu'externes... Recommander une stratégie de filière... c'est rechercher les effets de synergie entre les industries plus fortes mais vulnérables, entre les produits murs et des produits nouveaux, entre les secteurs « centraux » que sont les composants, les logiciels, les réseaux et l'informatique et tous les autres segments de la Filière ».

Cette définition est proche de celle de la filière d'entraînement pour qui l'intégration verticale d'activité de l'amont vers l'aval est complétée par une articulation technologique de type horizontal ; par contre, elle est plus éloignée de la notion de filière d'échanges pour laquelle la dynamique du système économique serait réduite à l'accroissement du volume des échanges (14).

## Le social : un phénomène d'adaptation

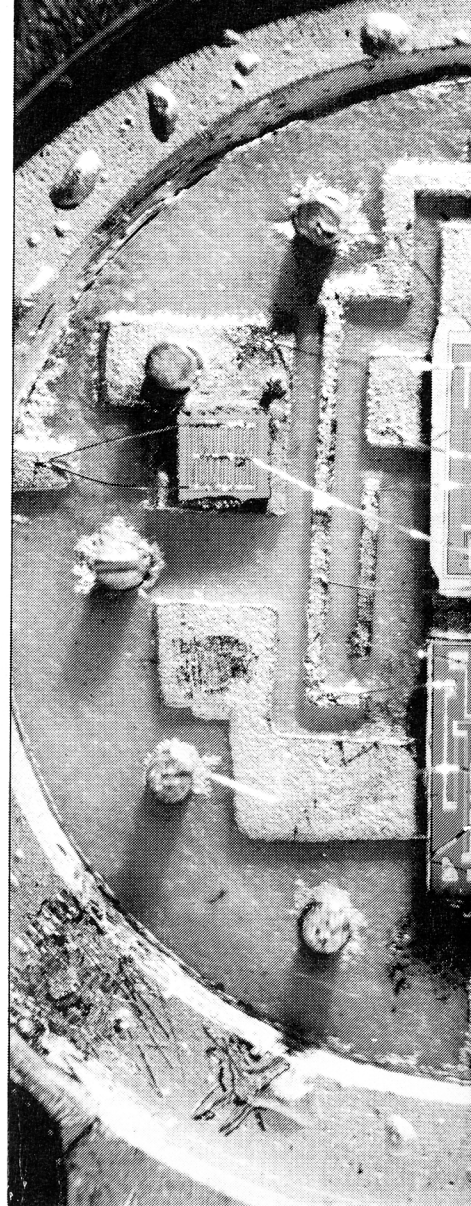
Par ailleurs, si les risques sociaux de l'informatisation sont évoqués (chômage, uniformisation, totalitarisme électronique, solitude de l'homme face à la machine) ils sont réduits à un simple phénomène d'adaptation. « La Filière électronique n'est pas un objectif conjoncturel... une telle ambition explique que les choses ne doivent pas aller vite car trop de précipitation risquerait de provoquer un phénomène de rejet réduisant à néant les efforts consentis ». La philosophie profonde du rapport est claire : l'informatisation de la société selon le processus entamé ces dernières années est une fatalité, sa réorientation dans un sens plus décentralisateur et plus convivial est directement liée à la réussite industrielle de la filière électronique française : « La France n'a pas les moyens de refuser l'électronique, sa formidable dynamique et ses innombrables retombées. Mais elle peut gérer et orienter sa diffusion avec intelligence et vigueur, si elle se dote d'une Filière nationale suffisamment puissante et autonome ».

Dans son discours (15) du 5 juin 1982, devant le sommet de Versailles, le Président Mitterrand adopte aussi cette version économiste et optimiste de l'informatisation en faisant de l'électronique un des champs de développement ouvert par « l'élan vital qui porte l'humanité » : « L'électronique multiplie les capacités de production et de création de nos économies ».

## Le PAFE

En retenant les grandes lignes du rapport « Farnoux » dans un plan baptisé « Programme d'action pluri-annuel », le conseil des ministres du 28 juillet 1982 marque officiellement la fin de la période de transition qui a suivie l'élection présidentielle. Le volontarisme politique est désormais à l'ordre du jour : la stratégie de la filière, supplantant définitivement celle de Saint-Gobain, renvoyé à ses activités traditionnelles. Le développement d'une industrie électronique-informatique française est considéré comme prioritaire : la France ne pourra préserver son indépendance qu'en rejoignant sur leur terrain les puissances informatiques dominantes, USA et Japon ; le programme a pour ambition de faire de la France la troisième puissance informatique du monde.

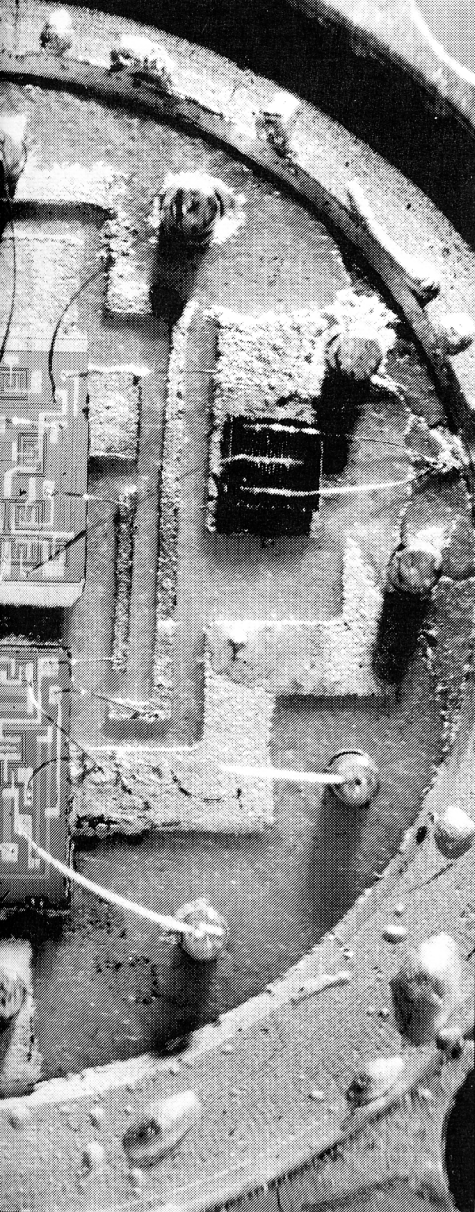
L'autorité politique centrale en s'appuyant sur le secteur nationalisé spécialisé dans l'informatique (CII-HB) et dans l'électronique (Thomson-CGE) va orienter les



ressources afin de couvrir rationnellement le maximum de terrain. Aucun secteur de la filière ne doit être abandonné, du composant au produit grand public ; il s'agit de développer les secteurs clés de la filière : informatique, composants et matériel grand public où la France est encore faible, tout en soutenant les points forts traditionnels comme les télécommunications et l'électronique professionnelle. Le gouvernement insiste également sur la nécessité d'assurer la cohérence des divers secteurs de la filière et de développer la coopération internationale. Le plan est renforcé par huit « projets nationaux » (recherche), deux programmes d'application (aide à la diffusion) et quatre actions à caractère transversal (notamment un plan de formation des spécialistes). Des moyens financiers considérables sont mis au service de cette grande ambition industrielle : 140 milliards.

« L'électronique constituera la priorité industrielle du IX<sup>e</sup> Plan » (16). Dès l'automne 1982, les premières mesures concrètes vont permettre au processus de s'enclancher. La SEMS, société du groupe Thomson spécialisée dans la mini-informatique, est reprise par CII-HB confirmé dans son rôle de leader incontesté de l'informatique française. Un pôle national pour l'informatique distribuée est constitué entre la CGE (Transac), Thom-





son (DAP) et les équipes spécialisées de CII-HB. En matière de composants, on regroupe deux des trois producteurs nationaux les plus importants dans un souci d'efficacité. Enfin, les firmes publiques de l'électronique et de l'informatique présentent à l'Etat des plans d'Entreprise qui se transformeront dès les premières semaines de 1983 en contrats de Plan après négociation.

### Déjà des nuances

Toutefois, si ce volontarisme tranche avec l'attentisme de la première période, il convient de nuancer son efficacité prévisible :

- Tout d'abord le financement du PAFE risque d'être insuffisant ; quantitativement les 140 milliards programmés ne représentent en fait que 50 milliards de plus que l'investissement déjà attendu des entreprises et de l'Etat, soit à peu près ce qu'IBM a investi dans le monde en une seule année (1981). Qualitativement, une partie importante de cette enveloppe globale devra être financée par les entreprises privées comme IBM-France, ce qui peut à terme entraîner des effets pervers inattendus.

- Le PAFE prévoit des objectifs prioritaires pour des produits considérés comme

stratégiques dans la filière. Pour certains observateurs, il s'agirait d'un retour déguisé à la politique des créniaux : faux problème dans la mesure où la sélectivité en fonction de l'importance technologique n'a rien à voir avec le redéploiement industriel basé sur la rentabilité capitaliste de la période précédente. Interrogation troublante tout de même quand on sait que la construction d'un grand ordinateur préconisé par le rapport Farnoux n'a pas été retenue alors que la récente explosion des minis n'a pas affaibli l'importance de la grande informatique, bien au contraire (17).

- Enfin le volontarisme global peut subir quelques « bavures » ; ainsi la reprise de Benson, le numéro deux mondial de la machine à dessiner informatisée, par la multinationale Schlumberger ne va pas précisément dans le sens des ambitions du plan gouvernemental.

### Le débat social disparaît

Concurremment à ce volontarisme des pouvoirs publics en matière industrielle, cette deuxième période se caractérise par la relativisation et même l'abandon de la réflexion sur les conséquences de l'informatisation de la société. C'est que pour le ministre de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement, la marge est étroite : « *Nous n'avons pas le choix du rythme du progrès technologique, ce choix est pour nous de le subir ou de le devancer* » pour cela « *il faut relever le défi électronique... L'enjeu n'est pas seulement technique, il conditionne directement les équilibres économiques, l'emploi, les capacités d'exportation, bref, le crédit et la force de la France et à terme, l'autonomie de sa vie sociale, culturelle, son identité, notre capacité à rester un grand peuple sur la scène du monde* » (18). Les dimensions sociales, politiques et culturelles ne sont plus envisagées que sous l'angle de la domination économique. Pour certains observateurs cette attitude est logique. « *Il faut un gouvernement de gauche pour faire accepter l'idée d'une évolution profonde des modes de production, en imposant les réformes sociales indispensables qui permettraient aux Français de supporter* » (19). Pour d'autres, plus sévères, il s'agit « *d'utiliser la gauche pour anesthésier, pour vaincre la résistance des travailleurs à la restructuration et à la déqualification, pour créer le consensus nécessaire à une issue capitaliste à la crise* » (20).

### Papert retourne aux USA

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle option est illustrée avec force par l'évolution de ce que nous avions considéré comme symbole des interrogations de la précédente période : le Centre Mondial de l'Informatique. Le 2 novembre 1982, son président, Jean-Jacques Servan-Schreiber, décide de placer le Centre sous la tutelle des PTT et de sa puissante DGT : c'est se situer sans ambiguïté possible sous la bannière de la télématique ; l'aspect technologique des recherches du Centre est privilégié par rapport aux aspects sociaux.

La perspective d'installer le fameux ordinateur personnel au bout des câbles de la DGT va amener la démission d'un certain nombre de chercheurs étrangers et notamment celle de l'Américain Seymour Papert.

En effet pour l'inventeur de Logo, la conception des l'équipe du Centre devait être très différente de celle qui a amené les Télécommunications françaises à réaliser l'expérience de Vélizy. « *Au lieu de laisser des utilisateurs seuls devant des machines nouvelles afin d'observer leurs comportements et déterminer les créniaux commerciaux, il s'agit de définir d'abord les besoins des personnes concernées pour élaborer une technique qui leur sera adaptée. Une différence de taille : la priorité est sociale et non technologique* » (21).

A une réflexion approfondie sur les conséquences de l'informatisation de la société, on préfère un développement de la consommation d'informatique avec des moyens très faibles par rapport à ceux des Multinationales. Que pèse en effet, la poignée de terminaux sous employés (22) dans l'expérience de Vélizy face aux parcs thématiques formellement réalisés par Walt Disney (EPCOT) ou CTW (Sesame Place) et discrètement commandités par EXXON ou ITT ?

### Une autre politique serait-elle possible ?

Par rapport aux premiers mois du septennat, la politique définie au printemps 1982 marque un infléchissement certain : pour positionner idéalement la France dans la nouvelle donne du capitalisme mondial, il s'agit de ne pas remettre en cause les choix technologiques de celui-ci. Mais une autre politique est-elle possible ? Ce n'est pas sûr. En effet, il faut bien reconnaître que les réflexions, voire les expériences, menées pour promouvoir une informatique alternative n'ont jamais débouché sur une alternative informatique. Même les milieux informatiques les plus radicaux semblent démunis lorsqu'il s'agit de dépasser les pratiques d'informatique alternative pour bâtir une technologie différente débouchant sur un projet de société original. « *La technologie actuelle est marquée par le sceau de l'idéologie capitaliste dominante. Peut-on à partir des mêmes éléments de base – électronique et logique mathématique – produire une technologie différente ? Quels en seraient les objectifs ? Machines molles adaptables à souhait par l'utilisateur, langages propres à chaque utilisateur selon ses besoins, etc. Apparemment oui, on peut faire tout cela. Par contre qui le fera, où, et avec quels moyens ? ... Personne ne le sait pour l'instant* » (23).

### Le marché français est trop étroit

Et même si ce projet d'informatisation alternative existait vraiment, l'industrie française se trouverait confrontée à une contra-

diction majeure (24). Si l'Etat veut avant tout servir un projet collectif de ce type, celui-ci n'aboutira qu'avec un protectionnisme qui le mettra à l'abri de toute perversion extérieure ; ce faisant, la France se condamne automatiquement à une certaine forme de sous-développement : des travaux récents (25) ont mis en évidence l'imbrication entre le marché intérieur et la compétitivité internationale des entreprises dans le cas de l'industrie informatique ; le marché intérieur est la base de départ obligée de la conquête du marché international. Or il ne serait pas possible aux entreprises françaises du secteur, avec des produits trop originaux par rapport à la demande, d'acquiescer les 10 % du marché mondial généralement considérés comme minimaux pour assurer la viabilité des groupes informatiques. Le marché intérieur français est trop étroit et la constitution d'un pôle d'utilisateurs d'économie équivalente (Europe, PVD, PME américaines) est techniquement réalisable, économiquement séduisante, mais politiquement irréaliste à court et moyen termes.

La nouvelle politique informatique de la France repose sur un pari. Refusant d'isoler le pays pour réaliser une expérience inédite à l'abri des frontières, les pouvoirs publics espèrent, par un projet industriel volontariste, rejoindre très vite les créneaux les plus avancés de la DIT pour pouvoir l'infléchir par la tête.

### 3<sup>e</sup> temps : la tentation du probable

Depuis le début de 1983, la convergence d'un certain nombre d'événements va toutefois affaiblir la crédibilité de la politique volontariste des pouvoirs publics en matière d'électronique et d'informatique.

Ainsi, le plan d'entreprise de la CII-HB semble obéir à une logique plus commerciale qu'industrielle, « *les commerçants et les spécialistes du marketing seraient avec la Direction Générale le trait d'union, la synthèse* » (26). Ou il y a contradiction entre ce plan et la politique de filière du gouvernement, ou il s'agit d'un partage des tâches (27) bien délicat à mettre en œuvre.

Le départ de Jean-Pierre Chevènement du gouvernement et du ministère de l'Industrie et de la Recherche, quelle que soit sa raison ne peut pas ne pas avoir valeur de symbole, compte tenu de l'engagement per-

sonnel du ministre dans la promotion de la filière électronique.

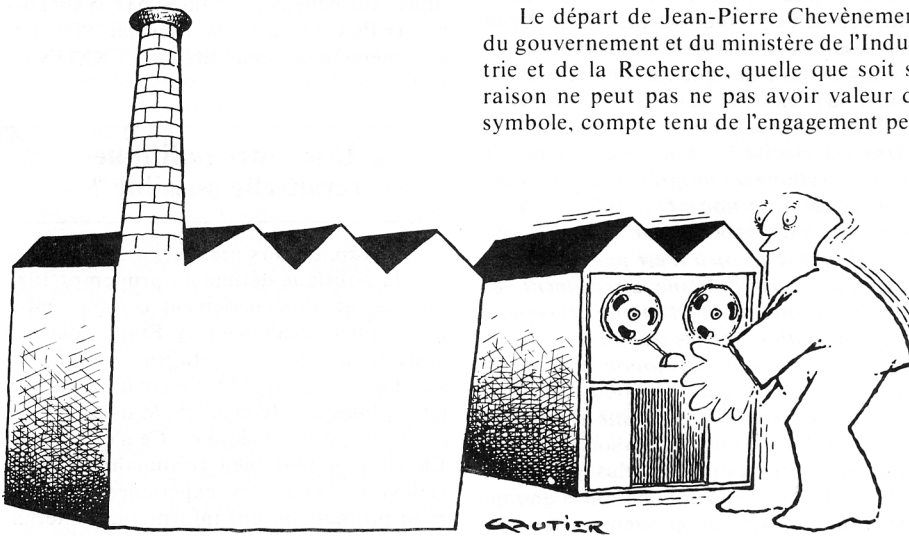
De fait, le grand projet « *nationaliste, industrialiste et socialiste* » (28), prêté au ministre d'Etat ne ressort pas conforté du Plan de sauvetage du franc publié au lendemain des élections municipales de mars 1983.

Aucune incitation au développement de l'industrie n'est prévue ; les dispositifs indispensables pour accroître les exportations, les transferts massifs de l'épargne vers la production sont également absents du Plan qui, dans sa nudité libérale et sans confirmation des ambitions affichées par le PAFE, pourrait menacer gravement le renouveau de l'industrie informatique française.

En réalité, la tentation doit être grande pour le gouvernement de céder aux forces du probable d'une informatique française dominée, dans un environnement international dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est très peu favorable au sursaut industriel de la France. L'affaire Grundig le démontre à l'évidence : même les alliés naturels de la France (le gouvernement allemand, les Hollandais de Philips) ne jouent pas le jeu d'une électronique européenne, étape indispensable à l'émancipation commune ; l'accord Thomson-Telefunken au contraire préfigure un arrangement avec les Japonais, ce qui augure mal de l'indépendance de la filière électronique française.

Face à une conjoncture économique défavorable, à un environnement hostile, la France aura-t-elle encore la volonté de sa politique ? La réponse est fatalement positive : revenir au pétainisme industriel en vigueur sous le dernier septennat ne pourrait que remettre en cause l'identité de l'expérience socialiste menée en France depuis mai 1981 ■

**Patrick MOTTARD**  
L.A. 301 CNRS (LATAPSES)  
Université de Nice  
Mars 1983



### NOTES

- 1) *Socialisme et informatique*, Club Socialiste du livre, avril 1981.
- 2) *Orientations générales pour une politique industrielle de l'électronique et des télécommunications*, Doc. interne du PS, 11 février 1981.
- 3) J.H. Lorenzi-Le Boucher *Mémoire volées*, Ramsay, 1979.
- Alain Boubil *Le socialisme industriel*, PUF, 1977.
- 4) En effet pour le bureau exécutif « *le présent document traite l'un des vaste ensemble que nous nommerons par convention les industries électroniques ou selon la nouvelle expression consacrée la filière électronique* ». Ainsi le terme « *filière* » serait synonyme de la notion statique de « *secteur* ».
- 5) *la nouvelle économie française*, Flammarion, 1978.
- 6) Jean-Pierre Chevènement *Le Monde* du 20/9/80.
- 7) A partir de 1981, les pouvoirs publics n'isolent pratiquement plus l'industrie informatique du restant de la filière électronique.
- 8) Michel Rainelli *Pouvoir publics et firmes Multinationales : l'exemple français*, Doc. UER Droit Nice, septembre 82.
- 9) Pour la direction de CII-HB le groupe ne peut

- pas être considéré comme nationalisé « *les actions CII-HB vont être détenues à 80 % par le CMB dont l'actionnaire majoritaire est la société Saint-Gobain dont les actions sont détenues en totalité par l'Etat. En conséquence CII-HB est contrôlée indirectement par l'Etat mais n'est pas nationalisée* », in *Terminal* n° 11, p.7.
- 10) Alain Minc fait partie de l'état-major de Saint-Gobain.
- 11) Lorenzi, Pastré, Tolédano *La crise au XX<sup>e</sup> siècle*, Economica, 1980.
- 12) Les auteurs parlent en réalité de « *filière composants électroniques* ».
- 13) Alain Minc *L'Après-crise est commencée*, Gallimard, 1982.
- 14) O. Pastre, J. Tolédano *Filière d'entraînement et effets externes*.
- 15) Qui d'après certains observateurs était directement inspiré par J.H. Lorenzi.
- 16) F. Mitterrand. Discours final des journées « Une politique industrielle pour la France », 16/11/82.
- 17) Luc fayard *Temps Réel*, 25/10/82, p.17.
- 18) « Industrie et Energie françaises », Bulletin du ministère de l'Industrie, septembre 1982.
- 19) Claude Perdriel in *Le Matin* du 30/1/82.

- 20) Eric Braine in *Terminal* 19/84 n° 8, p.5.
- 21) *L'Express* 19/11/82.
- 22) D'après le rapport Lemoine le taux de consultation des services Télétel à Velizy est très faible : 1,3 à 1,5 utilisations par semaine et par terminal.
- 23) Compte rendu AG CIII du 13 juin 1980 in *Terminal* 19/84 n° 6, p.26.
- 24) André Vitalis *Informatique, pouvoir et libertés*, Economica 1981, p.190.
- 25) Michel Delpierre, J. Benoit Zimmerman « *Marché intérieur et compétitivité interne des entreprises françaises, le cas de l'industrie informatique* », Colloque de l'X, 1982.
- 26) Bernard Hartmann *La vie Française* 5/7/82.
- 27) Jacques Jublin *Les Echos* 17/12/82.
- 28) Jacques Stern in *ordinateurs* du 27/9/82. « *Aujourd'hui nous devons en tant qu'industriels, faire en sorte que nos sociétés se développent de façon compétitive et rentable. Quant à l'Etat il a pour responsabilité d'assurer le développement scientifique et technologique de notre pays* ».
- DIT : Division internationale du travail.
- PAFE : Programme action filière électronique.
- PVD : Pays en voie de développement.
- CMB : Compagnie des machines Bull.





## A nouveau la dérive

*Le 10 février 1983, J.P. Chevènement, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche et J. Stern, PDG du groupe CMB (1) signaient devant la presse le **contrat de plan** liant le groupe et l'état en ce qui concerne les objectifs industriels.*

*Simultanément, le personnel de CII-Honeywell Bull était convié à des réunions de services où la hiérarchie exposait, avec plus ou moins de conviction, les grands axes **du plan d'entreprise** fixant les objectifs et les moyens du groupe jusqu'en 1986.*

**C**ONFIDENTIALITE oblige, ni le contrat de plan ni le texte intégral du plan d'entreprise n'ont été communiqués au personnel ou même aux institutions représentatives telles que le Comité central d'Entreprise dont l'avis, comme par le passé, reste purement consultatif.

Certaines décisions ne sont cependant pas passées inaperçues et ont fait l'objet de réactions syndicales (notamment CFDT) et d'articles dans la presse spécialisée (2). En effet, au-delà de l'avenir du groupe CMB, c'est encore une fois du destin de l'informatique en France dont il s'agit.

### Vers un abandon du DPS 7... à terme ?

En décrétant que chaque produit doit avoir sa rentabilité propre, la direction de CII-HB a décidé de limiter le développement et la production du DPS 7, seul système dont l'intégralité des études et de la

fabrication sont assurées par CII-HB. Cette décision a pour conséquence d'accroître la dépendance par rapport à Honeywell qui remplace ainsi son droit de veto financier à 47 % (avant les nouveaux accords) par un droit de veto technique à 75 % sur les produits de CII-HB. Car, force est bien de constater que le catalogue compte de plus en plus de produits dont CII-HB n'a pas la maîtrise, ainsi DPS 88, MINI 6, DPS 4 (et l'on parle d'ELS 2) sont tous de conception HIS ; seuls MICRAL, les terminaux QUESTAR et... DPS 7 ont été conçus en France.

On peut, sans exagérer, se poser la question : à l'avenir, CII-HB restera-t-il un constructeur d'ordinateurs ?

D'autant que cette mesure ne vient pas seule : simultanément, la direction de CII-HB a annoncé sa volonté de réduire le budget consacré aux études et d'orienter l'activité du groupe vers la vente de « services ». Environ 1 800 personnes sur 24 000 seraient concernées.

CII-HB doit se déplacer vers une activité supposée rentable à court terme pour se donner un financement complémentaire à celui fourni par les pouvoirs publics qui n'est certes pas négligeable mais reste insuffisant. Ce pari n'est-il pas contradictoire avec le constat sévère fait sur la qualité ? Avant d'espérer faire des profits avec la vente de services, il faudrait dépenser beaucoup — notamment en embauches et formation dans la maintenance — pour assurer le minimum de qualité que les clients sont en droit d'attendre.

En réalité, la direction de CII-HB a choisi la stagnation de l'emploi, rebaptisée « stabilité » et encore à condition que le personnel accepte la « mobilité géographique et professionnelle » (c'est-à-dire de changer de centre, de métier, de filiale).

En affirmant sa volonté de filialiser les secteurs les plus rentables (périphériques, bureautique, minis et micros, carte à mémoire), elle crée une menace permanente contre les statuts et contre l'emploi ; elle crée aussi le cadre juridique pour pouvoir, un jour, privatiser les profits après avoir étatisé les pertes (3).

### Comment en est-on arrivé là Du projet socialiste...

En procédant à la prise de contrôle de CII-HB par l'Etat, les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste ne prétendaient certes pas maîtriser la production et la diffusion d'ordinateurs en France : la majorité de ce secteur reste aux mains du capital privé, à commencer par IBM à qui sa position de monopole mondial permet de fixer les conditions du marché.

Mais ils avaient cependant de grandes ambitions.

Avant le 10 mai 1981, les dirigeants de la gauche n'avaient, à juste titre, pas de mots trop durs pour dénoncer la politique giscardienne en matière d'informatique : abandon industriel, dépendance vis-à-vis des USA, refus du débat démocratique, informatisation à outrance dans l'espoir illusoire de restaurer les profits des entreprises, conséquences sociales désastreuses, menaces sur les libertés, déclin culturel...

Ils n'hésitaient pas parfois à poser les vraies questions : ainsi J.P. Chevènement, dans *Le Monde* du 20/09/80, s'interrogeait sur le thème « *Quelle informatique pour quel socialisme ?* »

Ils proposaient une politique industrielle ambitieuse sur la base de la nationalisation des grands groupes de l'électronique : refus des créneaux, volonté de maîtrise de la filière dans son ensemble du mini au gros ordinateur, véritable consultation des utilisateurs, mise de l'informatique au service des travailleurs (4).

### ... au repli

Depuis ce projet, dont la principale faiblesse était le caractère nationaliste

peu adapté à l'économie mondiale dont le gouvernement entendait bien respecter toutes les règles, les pouvoirs publics ont opéré un repli en deux étapes.

**Première étape :** la publication au printemps 1982 du rapport Farnoux qui va inspirer les réflexions du ministère de l'Industrie et de la Recherche (5).

Il n'est plus question ni de critique de l'informatisation non contrôlée et encore moins de grand débat sur les choix sociaux et culturels. L'informatique devient l'axe essentiel pour sortir de la crise, à la façon dont l'entendent ces gens-là : placer le patronat français (public ou privé) en meilleure position que ses concurrents des grands pays capitalistes (6).

Oubliés le Tiers-Monde, la dépendance vis-à-vis de la technologie des multinationales américaines, les conséquences sociales... Reste la nécessité d'automatiser l'industrie française et de trouver de nouveaux marchés pour « notre » industrie électronique. Il faut vendre beaucoup pour pouvoir produire beaucoup (donc moins cher) (7).

Vu l'héritage giscardien, cela implique de gros investissement, c'est le fameux projet des 140 milliards pour la filière électronique.

**Deuxième étape :** à partir de l'été 1982, pour la filière électronique comme pour le reste de l'économie, c'est l'heure de la « rigueur ». Après la deuxième dévaluation du franc, l'austérité n'est pas seulement pour le pouvoir d'achat des travailleurs (blocage des salaires), elle frappe aussi les projets d'investissements menaçant ainsi à terme l'emploi.

Le plan d'action filière électronique (PAFE) qui prévoyait 140 milliards de francs pour cinq ans, pour la filière électronique, passe à la trappe. L'accent est à nouveau mis sur la « rentabilité » des entreprises contrôlées par l'Etat. A CII-HB, ce choix du court terme se traduit par la stratégie de repli du DPS 7 car ce dernier nuirait à la rentabilité immédiate de l'entreprise.

Malheureusement, il est à craindre que l'on assiste à un nouveau recul après la troisième dévaluation, le nouveau plan d'austérité et le départ de J.P. Chevènement qui incarnait un certain volontarisme industriel. Son remplacement par

L. Fabius risque de renforcer la tendance à raisonner en termes de respect des « grands équilibres financiers ».

### Pour un véritable service public de l'informatique

C'est le choix de la rentabilité de la concurrence, l'obéissance aveugle au marché mondial tel qu'il est déterminé par les multinationales qui sont, au fond, à l'origine des premiers reculs.

Cette même soumission à la loi du profit justifiera demain de nouveaux sacrifices pour les salariés de l'informatique et de nouveaux abandons en matière industrielle, si rien ne vient inverser cette logique. A l'opposé, une politique réellement novatrice se donnerait d'autres objectifs.

### Une autre politique sociale

A CII-HB, le plan d'entreprise reprend les objectifs du contrat de plan en matière industrielle mais il reste totalement muet sur les aspects sociaux. Des « mesures d'accompagnement » n'en existent pas moins sous forme d'un plan salarial amputant le pouvoir d'achat (de 2 % sur 82-83) et d'une volonté de stagnation de l'emploi : inutile de dire que ce n'est pas sans conséquence sur la motivation des salariés !

Le projet d'éclatement de CII-HB en filiales sans qu'aucune garantie n'ait été donnée par le statut du personnel risque de déboucher sur des décisions incohérentes du point de vue industriel et sur la remise en cause des droits acquis par le personnel de CII-HB, SEMS, Transac et REE. Il ne faut pas s'y tromper : lorsqu'une « politique sociale » de cette nature a été mise en œuvre dans le passé, elle a eu pour conséquence la « fuite des cerveaux » vers la concurrence.

Au contraire, il faudrait mettre en chantier un plan d'intégration progressive des différentes sociétés composant le groupe CMB en une entreprise unique, avec un statut unique, afin de réorganiser ensuite l'ensemble en consultant réellement le personnel car c'est, en définitive, de lui que dépend la relance.

### Une autre politique informatique

Il devient de plus en plus évident que l'informatisation de la société ne se réduit

pas à un choix technique ou à la recherche de marchés. C'est, en réalité, un choix de société.

Les objectifs de CMB et des autres groupes de la filière électronique doivent donc être fixés en cohérence avec le Plan (national) sur la base d'un débat démocratique, associant les entreprises de la filière et ceux des entreprises utilisatrices, pour déterminer les besoins sociaux en matière d'informatisation.

De nouvelles relations doivent être établies avec le Tiers-Monde pour déterminer sur une base égalitaire la technologie dont on besoin les peuples de ces pays pour sortir de la misère. Enfin, les conditions (réduction du temps de travail, formation) et le rythme de l'informatisation doivent être décidées collectivement.

Si l'on ne s'engage pas rapidement dans cette voie, c'est l'informatisation décidée sous Giscard qui continuera à s'appliquer avec toutes ses conséquences sociales : développement du chômage dans l'industrie et le tertiaire (8), déqualification, dégradation des conditions de travail et de la santé physique et mentale des travailleurs rivés à leur écran, contrôle de plus en plus poussé sur les gens au travail comme dans la cité...

### Une autre politique industrielle

C'est l'étude des besoins sociaux qui doit permettre de déterminer quels produits doit concevoir et fabriquer CMB et les autres groupes de l'électronique. C'est l'étude des ressources disponibles au niveau de l'ensemble de la société et des priorités nationales qui permettra de définir les matériels dont il est indispensable de maîtriser la production et ceux pour lesquels une coopération peut être recherchée avec d'autres états (européens ou du Tiers-Monde).

Pour mettre en œuvre une telle orientation, on ne peut s'en remettre à la loi du marché ; il faut une volonté politique et l'intervention des principaux intéressés : les salariés, qu'ils travaillent dans la filière ou dans les autres secteurs de l'économie ■

François DUVAL  
14 avril 1983

### NOTES

1) Le groupe CMB comprend aujourd'hui la CII Honeywell Bull, la SEMS (après l'intégration du secteur DAP de Thomson), Transac (arraché au groupe CGE), R2E et CII-HB Systèmes (déjà filiale de CII-HB). Il est actuellement en voie de restructuration, la direction du groupe ayant l'intention de l'éclater en filiales définies par type d'activités : périphériques, bureautique, mini-informatique, systèmes d'informatiques et carte à mémoire.

2) *Le Monde de l'Informatique* (21 février 1983) se fait l'écho de ces inquiétudes dans un article de Jo Cohen, significativement intitulé « *Le plan d'entreprise de CMB est-il compatible avec les objectifs de la mission Farnoux ?* »

3) C'est d'autant plus inquiétant que de nombreuses interrogations subsistent sur le décou-

page des filiales, notamment sur le rôle dévolu à la SEMS comme « leader » de la mini-informatique. Par ailleurs, il semble aléatoire de tracer des frontières strictes entre ces différentes technologies alors que toutes les analyses — notamment celles qui sont à la base du concept de « filière électronique » — insistent, au contraire, sur leur interdépendance croissante. Depuis le 20 avril, prenant en compte certaines de ces objections, la direction de CMB semble avoir différé sa volonté de découper CII-HB en trois filiales. Le groupe CMB aura pour l'instant trois filiales CII-HB, SEMS, TRANSAC.

4) On pourra se référer à l'ouvrage « *Socialiste et Informatique* » édité au Club socialiste du Livre, pour avoir une idée des thèses du Parti socialiste... avant mai 81.

5) « *Rapport sur la mission filière électronique* » qui débouche sur la proposition de grands projets nationaux.

6) L'idée que l'informatisation est la stratégie privilégiée pour sortir l'économie française de la crise a longtemps inspiré les conseillers de J.P. Chevènement (tels J.H. Lorenzi). On retrouve également cette influence dans certains discours de F. Mitterrand (au sommet de Versailles en juin 1982, par exemple).

7) C'est ainsi que, sans débat sur leur utilité sociale, le pouvoir socialiste a poursuivi les expériences de Vélizy et de l'annuaire électronique lancées sous Giscard dans le seul but d'assurer des débouchés.

8) On trouvera une bonne synthèse sur la question dans *L'informatisation et l'emploi* d'Olivier Pastré, La Découverte, Maspéro.



# Le mythe de la société informationnelle

*Les « nouvelles technologies » (micro-électronique, informatique, robotique) ont atteint une phase ultime de leur développement. Bien qu'elle n'en soit qu'à son début. Ceci est rendu possible par les systèmes télématiques : les ordinateurs, des milliers d'écrans et autres périphériques peuvent former des réseaux qui peuvent, grâce aux satellites franchir les océans.*

**L**E travail dans les centres de calcul, peu attrayant, va être redistribué par les réseaux de transmission de données, ou de fibres optiques couvrant tout le pays. On ne construit pas d'immeubles de bureaux sans prévoir aujourd'hui ce qui permettra de les « cabler » et d'atteindre cette phase de télématique généralisée le jour où l'Etat aura fait ce que l'industrie attend de lui.

## La grande aventure télématique

La dynamique est évidente, les intérêts de l'industrie et des bureaucraties étatiques qui en dépendent, sont manifestes. Il y a bien encore des batailles entre les fractions du capital : travailler ou pas avec IBM ? Réserver les crédits publics aux seules firmes allemandes ou les accorder également aux filiales allemandes des Multinationales ?

Tout est prêt pour le coup d'envoi de la grande aventure télématique.

Qu'est-ce qu'elle doit apporter ? « *Richesse pour tous, solution aux problèmes économiques de plus en plus aigus* » répondent l'Etat, les industriels et la science académique.

Qu'est-ce qu'elle peut apporter ? « *Rationalité, capacité de prévoir, de planifier et de diriger* ».

Qu'est-ce qu'elle apportera ? Un nouveau type de société, la « Société informationnelle ».

La démarche qui a abouti à cette notion de société informationnelle est particulièrement discutable : en additionnant les statistiques sur les professions qui ont des rapports avec l'informatique (facteur, PDG, scientifique, employé...) on est arrivé à cette conclusion qu'aux USA aujourd'hui 50 % des actifs travaillent à la production d'informations. C'est à cette imbécillité évidente que se réfè-

rent économistes, membre du patronat, ministres pour présenter cette « société informationnelle » comme l'alpha et l'omega de ce qui nous attend.

## Information et satisfaction des besoins sociaux

Pourtant, prenons au sérieux un moment cette représentation et interrogeons-nous sur ce qu'elle signifie réellement.

Les thèmes directeurs en sont richesse, travail moindre, rationalité, harmonie, absence de conflit, transparence de la société.

Mais la simple observation révèle la fausse conscience qui préside à cette représentation et à son utilisation idéologique.

Comment les ordinateurs pourraient-ils permettre de construire de meilleurs logements. ?

Les pays que l'on appelle arbitrairement du Tiers-Monde ont-ils besoin d'ordinateurs ou de tracteurs ? Les technologies informatiques produisent des informations et non des biens matériels pouvant satisfaire les besoins les plus urgents.

Les informations représentent quelque chose de formel, quelque chose dont la substance doit être autre chose.

Les technologies informatiques ne produisent pas de richesses matérielles. Certes, elles transforment la richesse sociale mais elles ne l'augmentent pas. Elles contribuent à la distribuer autrement et donnent à ceux qui sont déjà riches et puissants les moyens de le devenir plus.

Pourtant, on peut se demander si tous ces nouveaux appareils, ces programmes de TV, ces enregistrements vidéo de programmes de foot et d'épisodes de « Dallas », n'enrichissent pas la société. Ils le

font de toute évidence, en inondant une société de consommation passive d'informations qui sont imprégnées de stéréotypes d'une société qui a de plus en plus besoin de mettre les gens sous tutelle, de les manipuler, de leur ôter toute défense. Cela pour préserver les conditions d'une production de marchandises en constante augmentation contre la montée des protestations, des défenses et des remises en question.

De plus, la plupart des services rendus par les nouvelles technologies remplissent des fonctions déjà existantes.

Quant à l'autre promesse de la société informationnelle, c'est-à-dire la rationalité et la capacité de prévoir et de planifier, la réalité est un démenti permanent.

Malgré plus de 250 000 ordinateurs (dont plus de 50 000 gros et minis), il n'est toujours pas possible de prévoir, ne serait-ce que la croissance économique réelle en RFA, pour 6 mois. Les spécialistes, les instituts, les bureaucraties des ministères et des grandes firmes produisent, à grand renfort de statistiques d'input-output, de bilans globaux, des prévisions qui s'avèrent toujours fausses.

Malgré l'extension généralisée des moyens de planification, les contradictions n'ont pas diminué, bien au contraire : 30 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, des capacités de surproduction de plusieurs centaines de milliards de dollars, des capitaux flottants de plus de 1 000 milliards de dollars. Face à cela, il y a de gigantesques besoins collectifs ou individuels insatisfaits, ne serait-ce que dans les pays industrialisés sans parler du Tiers-Monde.

Où est la contribution des nouvelles technologies pour résoudre ces problèmes ?

## Chômage, contradictions économiques ?

La société informationnelle ne sera pas plus capable de tenir ses promesses qu'auparavant. Elle sera une société de chômage de masse et de contradictions économiques (et donc de misère) largement accrues. Elle ne sera pas à l'abri des crises et des conflits mais au contraire marquée par de plus grandes injustices et de plus grandes contradictions.

En fait, ces nouvelles technologies donnent au capital le moyen d'extraire du travail, à travers une nouvelle organisation et des changements dans les conditions de la production, ce qu'il ne peut plus arracher sur les marchés : des profits. Elles mettent en place, progressivement, de nouveaux moyens de répression dans les entreprises et dans la société. La solution n'est manifestement pas là.

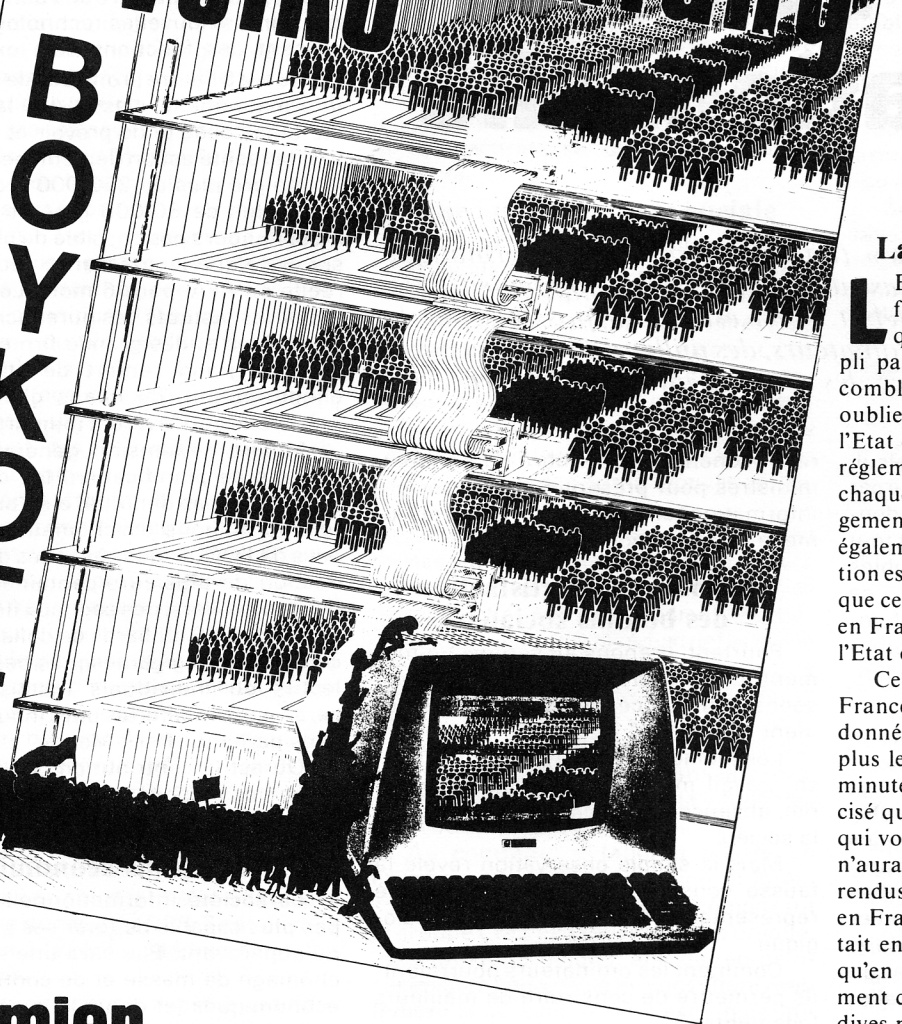
La voie sur laquelle on s'est engagé et les nouvelles technologies ne résolvent pas les contradictions mais les aiguissent et les amènent à un point où comme dans les années vingt et trente, d'autres politiques sont possibles ■

Ulrich BRIEFS, décembre 82  
(Traduction libre de J. VETOIS)

RFA:

Volkszählung

BOYKOTT



## Premier succès du boycott

Depuis plus d'un an, un vaste débat a traversé la société en RFA à propos du recensement général qui devait commencer à la fin de ce mois. Pour l'instant, toute la mécanique administrative est arrêtée : le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a demandé que le recensement soit reporté jusqu'à ce que ses modalités soient conformes à la Constitution. C'est donc une première victoire du mouvement qui s'est organisé dans 70 villes allemandes pour le boycotter.

Dans la seule ville de Hambourg, il y a plus de vingt groupes mobilisés sur cette question. Il est vrai qu'en RFA les « Bürgerinitiativen » sont monnaie courante sur des sujets aussi divers que le nucléaire, le logement, les transports, le Tiers-Monde... Mais ce recensement a soulevé des inquiétudes bien au-delà des franges qui sont habituellement en marge du système.

### La transparence à tout prix

LES choses n'ont évidemment pas été faites à moitié et pour un Français le questionnaire tel qu'il devait être rempli par chaque famille allemande serait le comble de l'inquisition. Mais il ne faut pas oublier que les rapports entre les citoyens et l'Etat en RFA sont beaucoup plus stricts et réglementés qu'en France : par exemple, chaque citoyen est tenu de déclarer ses changements de résidence à la police ; on s'étonne également moins d'apprendre qu'une question est consacrée à la religion quand on sait que ce qui correspond au « denier du culte » en France est prélevé automatiquement par l'Etat en même temps que les impôts.

Ce recensement était nominal (comme en France) et sous prétexte de vérification des données ainsi obtenues, on demandait de plus le numéro de téléphone. A la dernière minute, les services de la statistique ont précisé que les administrations, les particuliers qui voudraient accéder à certaines données n'auraient accès qu'à des renseignements rendus anonymes (l'intervention de la CNIL en France lors du dernier recensement portait en particulier sur ce point). Mais alors qu'en France, les controverses ont rapidement cessé, en RFA ces mises au point tardives n'ont rien arrangé surtout lorsqu'on a appris que des exceptions étaient prévues en particulier pour les services de la police criminelle (comme le célèbre BKA responsable de la lutte antiterroriste dont la réputation dans la collecte et le traitement des informations par des moyens informatiques n'est plus à faire).

Une première série de questions concernant le logement principal. On y retrouve les rubriques habituelles concernant le confort, le nombre de pièces..., mais également le loyer, la liste des personnes qui y habitent, leur niveau d'étude, leur profession, leur lieu de travail ou d'étude. Les recenseurs n'ont donc pas oublié que les « communes » sont un phénomène important en RFA et se sont donné les moyens d'en obtenir un instantané très complet. Est-ce seulement pour les progrès de l'étude de ce phénomène sociologique ou cela servira-t-il à alimenter les ordinateurs du BKA.

Les questions en rapport avec le travail ne se limitent pas à des généralités : salaires,



nombre d'employés ou d'ouvriers par catégories, par sexe, pourcentage de travailleurs immigrés. Dans les explications remises avec le questionnaire, on justifie l'acquisition de telles données par les nécessités de la planification industrielle. Mais on peut s'interroger sur les desseins qui poussent les services de planification à connaître pour chaque lieu de travail le pourcentage de travailleurs immigrés.

Il est sûr que pour la majorité des Allemands, ce qui les inquiète dans ce questionnaire, ce n'est pas tant les menaces sur les travailleurs immigrés que le risque de voir le fisc s'intéresser d'un peu trop près à leur moyens d'existence et à leur standing de vie. Mais également, de nombreux citoyens ont dû se rendre compte que de telles données, (connaissant les méthodes de travail des services administratifs) pouvaient brusquement les rendre suspects si tel ou tel détail n'entraînait pas dans la norme ou le profil sorti des ordinateurs. Pour eux, la transparence totale visée par les initiateurs de ce recensement est un danger pour les libertés. Et quelles que soient leurs arrière-pensées, ils ont parfaitement raison.

### Un exemple à suivre

Ce qui est le plus surprenant, c'est que le SPD, alors au pouvoir, est à l'initiative de ce projet dont le principe a été voté à l'unanimité par le Bundestag. Et que l'on a vu dans le débat qui s'est engagé à son propos, l'actuel ministre de l'Intérieur CSU prendre la défense de l'œuvre de son prédécesseur social-démocrate. La mobilisation qui s'est faite en RFA à travers de multiples comités, débats publics, tracts, journaux à portés ses fruits. Le débat a quitté le cercle des spécialistes pour toucher la masse des gens. C'est la première fois que les conséquences des traitements informatiques pour les libertés fondamentales sont débattues publiquement à une telle échelle. Le SPD et le gouvernement CDU-CSU ont tenté de défendre le projet. Ils n'ont pas convaincu : un sondage récent montre que plus de 50 % des gens interrogés étaient contre ce recensement. Seul parmi les partis politiques, les « Verts » ont soutenu l'initiative du boycott. Maintenant, le recensement est reporté et naturellement, les services officiels vont tenter d'en gommer les aspects les plus contestés. Mais cette affaire a soulevé de telles polémiques que son règlement risque d'être difficile, et qu'en tout état de cause, malgré les menaces (amendes pouvant aller jusqu'à 2 000 marks), un boycott significatif ait lieu.

Nous pouvons également en tirer les conclusions pour nous. En France, l'intervention de la CNIL a été déterminante pour enterrer le débat sur la question du recensement de 1982, et l'utilisation des données ainsi récoltées. Pourtant, nous savons qu'ici et là des résistances au « recensement-fichage » se sont fait jour. Peut-être avons-nous été trop touchés par l'état de grâce pour réagir aussi timidement que nous l'avons fait ? ■

J. VETOIS  
20 avril 1983

## Les Jeudis de la rue Keller

Pour développer des formes de contact appropriées entre les adhérents et les sympathisants du CIII, l'assemblée générale du 15 octobre a décidé d'ouvrir un lieu de débat et d'information sur les grandes questions touchant à l'informatisation.

**La formule :** Le deuxième jeudi de chaque mois, 1 rue Keller (de 19 h 30 à 21 h) :

- Un thème planifié longtemps à l'avance
- Une introduction préparée par un « spécialiste » pendant un quart d'heure
- Un débat pendant une heure et quart

**Le 26 mai :** Mythes et réalités de la micro-informatique

**Le 9 juin :** Traitement du langage et intelligence artificielle

**Le 30 juin :** L'informatique : nouvelle convivialité !

**Le 28 juillet :** L'informatique à la maison (jeux, etc.)

**Le 8 septembre :** Politique industrielle, filière informatique,

**Le 13 octobre :** Informatique, contrôle social et idéologie

**Le 10 novembre :** Travailler sur écrans

**Le 8 décembre :** Pratique d'une alternative (machine molle, etc.)

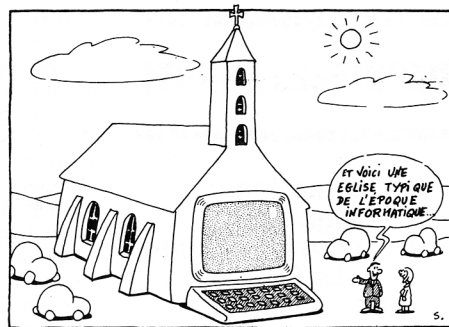
## Assemblée Générale du CIII

La quatrième AG du CIII aura lieu un samedi du mois d'octobre 1983. Le collectif d'animation propose que les trois thèmes suivants soient soumis à la discussion :

**1) Micro-informatique,** usages, pratique sociale, expériences alternatives.

**2) Données et pouvoir.** Enregistrement statistique et nominatif des données, contrôle social, stratégie du pouvoir, des pouvoirs (décentralisation, entreprises).

**3) Pratiques syndicales en matière d'informatisation.** Contrôle du développement de la technologie dans les entreprises, condition de travail, productivité, formation, transformation du rapport salarial, etc.



## Sommaire des prochains numéros

**N° 15 - Juillet.** Comportera deux dossiers : le premier, le mythe de la SILICON Valley, le second sur informatisation et bureaucratisation, deux interviews. François Partant et la Commission informatique d'Igny, des articles sur le droit des informatiseurs, l'intelligence artificielle, l'électronique et la crise.

**N° 16 - Septembre.** S'ouvrira par un dossier fourni sur la micro-informatique, des articles sur la simulation, l'idéologie, une réflexion sur le CLODO, un article sur l'analyse politique des données. Interview de H. Shaiken, sur la technologie.

**N° 17 - Novembre.** Sera centré sur le thème informatique et TiersMonde et comportera un dossier réalisé à Lyon, sur les pratiques syndicales en matière d'informatisation, condition de travail, organisation du travail, formation.

**N° 18 - Janvier 84.** Traitera du thème formation et nouvelles technologies : enseignement de l'informatique, formes didactiques, nouvelles qualifications. D'autre part sous la forme d'une table ronde sera introduit le thème presse et imprimerie face à l'informatique.

**N° 19 - Mars.** Pourrait être entièrement consacré à ORWELL et 1984 : société, technique, science-fiction.

**N° 20 - Mai.** Pourrait lancer le débat sur le risque technologique : vitesse, complexité, peur, pannes, accidents, le sabotage et la réponse sécuritaire.

Cette planification à un an devrait permettre à chacun des lecteurs de *Terminal* d'avoir le temps d'écrire des contributions sur certains des thèmes proposés.

## ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

TERMINAL 19/84 : 6 numéros par an

BULLETIN A RETOURNER OU A RECOPIER

NOM .....	
Adresse .....	
Verse la somme de ..... pour .....	
<input type="checkbox"/> Individuel : Abonnement à Terminal 19/84	100 F
Abonnement de soutien	150 F
Cotisation au CIII	50 F
<input type="checkbox"/> Collectif : abonnement à Terminal	300 F
4 exemplaires servis par numéro	
Cotisation au CII	100 F
<input type="checkbox"/> Association, entreprise, centre documentaire :	
Abonnement à Terminal	300 F
Cotisation au CIII	100 F

(TVA 4% inclus)

Chèques à l'ordre du CIII, 1 rue Keller 75011 Paris

Abonnement étranger Europe	+ 20 F
Autres pays par avion	+ 40 F